

**« Réincorporations » : Processus de paix et renouvellement des SHS à l'Université
Nationale de Colombie**

Clément ROUX

Universidad Nacional de Colombia, Centro de Estudios Sociales

Université Paris 2, Institut Français de Presse

croux@unal.edu.co

Introduction

Alors que les principaux courants de la pensée contemporaine en Sciences Humaines et Sociales (SHS) nous invitent à nous libérer de l'imaginaire euro-étatsunien (Haraway, 1995; Law, 2004; Neely & Nguse, 2015) dans le cadre d'une « approche compréhensive » susceptible de « décanoniser les voix d'autorité au profit de la diversité des points de vue » (Charmillot & Dayer, 2007), force est de constater que, pour ce qui concerne le monde académique, ces déclarations d'intentions ont peu d'effet sur le système de domination Nord-Sud hérité de la colonisation.

D'une part, les grands axes d'inégalités liés à des constructions culturelles telles que la race, la classe sociale ou le genre continuent de traverser les universités du Nord comme du Sud (Mbembe, 2019; Pereira, 2018; Pérez-Bustos, 2017). D'autre part, une forme de néolibéralisme universitaire contribue à rendre invisible les établissements des pays émergents, avec une répartition inégale du « capital symbolique » (Bourdieu, 1984). Ce phénomène s'observe par exemple dans la préoccupation croissante pour les « rankings ». Selon la dernière édition du classement de Shanghai, 15 des 20 « meilleures » universités du monde seraient états-uniennes et les 5 autres appartiendraient à des pays d'Europe occidentale (ShanghaiRanking Consultancy, 2020). Or la manière dont les normes de ces classements sont construites est largement dictée par les hiérarchies de réputation internationale préexistantes (Enders, 2015). La « cartographie performative de la connaissance » reste donc, en grande partie, déterminée par des facteurs qui n'ont rien à voir avec les capacités cognitives des chercheurs (Pereira, 2018). Il semble donc utile de multiplier les initiatives visant à faire connaître la pensée produite depuis les pays moins favorisés.

Cette communication s'inscrit dans cette perspective. En m'appuyant sur mon expérience de doctorant français au sein du Centre d'Études Sociales (CES) de l'Université Nationale de Colombie (UNAL), je souhaite montrer que mon travail de recherche sur les aspects communicationnels du conflit armé colombien est largement inspiré par les approches théoriques et méthodologiques originales produites sur le campus de la principale université du pays.

1. Un épicentre pour les mouvements sociaux et la pensée critique

L'UNAL a été fondée en 1867 dans le but de renforcer le projet de construction nationale en appliquant un modèle explicitement européen (Camacho Roldan, 1882). Avec près de 60.000 étudiants actifs, c'est l'une des principales universités colombiennes¹. Il s'agit d'un établissement public. Ce n'est pas la norme dans ce pays où une grande partie de l'éducation de qualité est privée, donc inabordable pour la plupart des familles. Par conséquent, 88% des étudiants de l'UNAL sont actuellement issus des catégories sociales 1, 2 et 3 (c'est à dire les plus pauvres) de la société colombienne. La plupart d'entre eux accèdent à cette université à travers des concours extrêmement sélectifs. Mais il existe également un programme parallèle dit « Accès Spécial », réservé aux membres des communautés considérées comme « vulnérables » : afro-descendants, indigènes, municipalités les plus pauvres, victimes du conflit armé, etc.

Du fait de cette composition sociale spécifique, le campus de l'UNAL à Bogotá est devenu l'un des épacentres des mouvements sociaux qui traversent le pays depuis les années 1960. Beaucoup des leaders étudiants proviennent de ce que Daniel Pécaut (2015) appelle les « générations contestataires », composées des personnes nées en ville mais originaires de familles rurales, accédant pour la première fois aux études supérieures. Avides de modernité, ces générations contestataires sont selon Pécaut « incapables de trouver dans le système dominant quelque chose suscitant une vision du futur, et encore moins un imaginaire capable de donner un sens à leur vie ». Cette situation a favorisé la prolifération sur le campus de l'UNAL de mouvements de gauche de différentes obédiences (marxisme-léninisme, foquisme, maoïsme, bolivarisme, etc.). Beaucoup ont considéré, jusqu'à une date relativement récente, la

¹ L'ensemble des données statistiques correspondant à la composition démographique de l'UNAL provient du site Internet de l'université : <https://bit.ly/3EpQmyS>

lutte armée comme « l'horizon insurmontable » de l'action politique de gauche en Amérique latine.

Le processus de paix ayant permis la transformation des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) - la plus puissante des guérillas colombiennes² - en parti politique, ces mouvements violents semblent désormais minoritaires. L'accord signé en 2016 ne signifie pas la fin des problèmes qui ont inspiré les guérillas formées au cours des années 1960, mais il renforce les voies non violentes pour répondre aux revendications politiques, sociales et économiques des Colombiens les plus pauvres (Phelan, 2018; Presidencia de la República & FARC-EP, 2016). Les organisations étudiantes clandestines prônant la lutte armée telles que le Mouvement Bolivarien (MB) ou le Parti Communiste Clandestin Colombien (P3C) ont été officiellement dissoutes, ne laissant actifs que quelques mouvements de dissidence peu légitimes.

Cependant, le contexte général sur le campus de l'UNAL reste hautement politisé. Étudiants comme professeurs sont pour la plupart très critiques vis-à-vis du modèle économique et social colombien, qui se caractérise par des inégalités extrêmes. On peut par exemple observer la production d'un « espace de représentation » (Lefebvre, 1981) révolutionnaire sur le campus de l'UNAL. De nombreux graffitis y célèbrent la lutte des classes. Un imposant portrait du Che Guevara orne depuis les années 1970 la place centrale de l'université. Par ailleurs, des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre aux abords du campus perturbent régulièrement le calendrier académique.

L'UNAL est donc l'un des endroits privilégiés pour comprendre les aspirations politiques de la jeunesse et des classes populaires du pays. Ce qui se passe sur son campus a un impact sur son environnement immédiat : la ville de Bogotá, métropole de 10 millions d'habitants et capitale économique et politique du pays. Pour toutes ces raisons, c'est également l'endroit idéal pour étudier les transformations de la société colombienne et l'évolution des SHS dans un contexte très politisé.

2. Innovations méthodologiques

² Même si quelques mouvements insurrectionnels persistent en Colombie, ils sont loin de la puissance militaire, financière et culturelle acquise par les FARC au début du XXI^{ème} siècle.

Parmi les très nombreuses approches théorico-méthodologiques développées par le CES de l'UNAL, j'ai choisi d'en présenter deux parce qu'elles ont inspiré mes propres recherches.

a. Le retour de la recherche-action-participation (IAP)

La première de ces approches est aussi la plus ancienne et la plus disséminée. C'est une version de recherche-action connue dans le monde hispanophone sous l'acronyme IAP ou recherche-action-participation (*Investigación-Acción-Participación*). Orlando Fals Borda, María Cristina Salazar et Camilo Torres – ayant tous été professeurs du département de sociologie de l'UNAL – figurent parmi les précurseurs de l'IAP (Fals Borda, 2009). Au cours des années 1970, ils contribuent à positionner cette approche comme une « philosophie de vie » visant à créer des ponts entre savoirs locaux et académiques. Dans cette perspective, les producteurs de savoirs sont considérés comme des êtres « *sentipensantes* », c'est à dire à la fois sensibles et pensants. Inspirée (selon Fals Borda, 1998) par les communautés de pêcheurs du fleuve Magdalena, cette attitude scientifique constitue une rupture vis-à-vis de la pensée positiviste d'origine européenne. Il ne s'agit donc pas tant d'une méthodologie ou d'une théorie précise que d'une orientation de l'enquête vers des objectifs d'épanouissement humain à partir d'une vision non verticale du savoir.

Avec l'IAP, le sociologue « *sentipensante* » cherche à s'intégrer à des communautés participatives, la recherche elle-même étant mise à profit pour résoudre certaines problématiques sociales. L'IAP s'oppose donc à de nombreux concepts, à commencer par celui de « développement », idéal hégémonique vers lequel devrait tendre toutes les sociétés. Selon Fals Borda, l'IAP s'enracine au contraire dans la vie sociale colombienne en s'inspirant de « la saveur et la consistance du Tiers Monde et de ses tropiques » pour créer un « paradigme plus souple de nature holistique et d'essence participative démocratique » (Fals Borda, 2009).

Pour atteindre cet objectif, l'IAP nécessite notamment la participation en tant que co-chercheurs de ceux qui pourraient autrement être considérés comme des « sujets » de recherche. Il ne s'agit donc pas d'un désir de changer les autres « depuis l'extérieur », mais plutôt d'une volonté de transformation sociale « avec les autres ».

Après quelques années d'oubli relatif, ce principe est aujourd'hui de retour à l'UNAL. Il permet notamment à de jeunes chercheurs de s'impliquer dans le processus de paix en accompagnant et en s'inspirant de la reconstruction socioculturelle des communautés les plus affectées par le conflit armé.

b. « *Trafics culturels* »

Pour illustrer l'intérêt que représente le retour à l'IAP dans la recherche contemporaine colombienne, on peut citer l'exemple de Jorge Bautista. Cet ancien étudiant du Master en Études Culturelles de l'Université Nationale est l'auteur en 2020 d'un mémoire intitulé : « La dernière nuit de la violence. Football et danse des *matachines* dans le quartier de *Punta del Este*, à Buenaventura. Entre guerre et résistance. » (Bautista Bulla, 2020).

Lorsqu'il découvre en 2017 le quartier défavorisé de *Punta del Este*, situé dans la ville de Buenaventura (sud-ouest de la Colombie), Bautista est intrigué par une procession organisée chaque année par les habitants et portant le nom de « La dernière nuit de la violence ». Ce surprenant mélange de chants, de danses, de théâtre et de football est une pratique commémorative visant à honorer la mémoire de 11 jeunes hommes massacrés en 2005 par un groupe de paramilitaires. Or l'ensemble des personnes assassinées étaient des « *matachines* », une forme d'expression musico-théâtrale typique des communautés afro-descendantes de la côte pacifique colombienne. En pratiquant ces assassinats ciblés au cœur de la vie culturelle des quartiers, les paramilitaires cherchent à priver les communautés d'activités vitales pour leur cohésion, donc à anéantir leurs capacités d'expression politique. Ces « dommages culturels » perpétrés dans le cadre du conflit armé font l'objet d'un travail spécifique de mémoire et de justice de la part de plusieurs institutions colombiennes (Bautista Bulla, 2020).

Mais Bautista montre que, au lieu de se soumettre à la violence, la communauté du quartier de *Punta del Este* a résisté grâce à un processus qu'il qualifie de « trafic culturel ». Proposé par Estefania González (2015), ce concept vise à coupler la conflictualité et le déficit institutionnel caractéristiques des périphéries urbaines latino-américaines d'une part, avec à la notion d'agentivité culturelle (Sommer et al., 2006) d'autre part. Ainsi, les jeunes issus de ces quartiers défavorisés « échangent » constamment des pratiques culturelles avec différents acteurs légaux et illégaux. Ils sont moins portés par un projet collectif que par une volonté de survivre et de continuer d'exister socialement, dans des univers extrêmement violents et conflictuels. C'est

une vision désenchantée de la culture, considérée comme une « marchandise » disposant d'une « valeur de change ». Néanmoins, le trafic culturel permet à des personnes appartenant à des catégories sociales vulnérables de survivre socialement en échappant à la vigilance des acteurs armés et à leurs projets hégémoniques (González Vélez, 2015).

Ainsi, lorsque les paramilitaires de Punta del Este ont assassiné en 2005 les 11 matachines, la communauté est parvenue à générer des transferts symboliques d'une pratique à l'autre, favorisant une forme de résistance souterraine typiquement latino-américaine. Ce trafic culturel a permis à des activités apparemment neutres politiquement, telles que le football et la danse, d'incorporer des fonctions et des récits visant à perpétuer la mémoire des victimes de ce massacre. Ces trafics culturels sont, selon Bautista, beaucoup plus anciens que « La dernière nuit de la violence ». C'est notamment grâce à eux que les communautés afro-descendantes colombiennes ont pu traverser l'époque coloniale et le conflit armé en conservant une mémoire de leurs origines tout en négociant leur place dans le récit national.

Au-delà de ce passionnant travail d'étude et de documentation, Bautista a utilisé la méthode de l'IAP pour se positionner au point d'intersection entre communauté, institution et académie. Il a ainsi pu coordonner un travail de mémoire sur les stratégies de résistance aux acteurs armés allant bien au-delà d'une simple recherche de second cycle. En étroite collaboration avec les habitants de *Punta del Este* et les fonctionnaires du Centre National de Mémoire Historique (CNMH), la « méthode » développée par Bautista a notamment permis la création d'une école de football pour les droits humains, l'organisation d'un festival de cinéma, une exposition photographique et l'inclusion d'une section consacrée au massacre des *matachines* de *Punta del Este* dans l'exposition permanente du Musée Nationale de Mémoire Historique à Bogotá (Bautista Bulla, 2020). Toutes ces actions participatives ont permis de positionner la notion de « trafic culturel » au sein des politiques publiques visant à favoriser la construction de paix en Colombie.

3. La « réincorporation » académique des anciens guérilleros

Depuis la signature il y a 5 ans de l'accord historique entre les FARC et le gouvernement du Prix Nobel de paix Juan Manuel Santos, de nombreux ex guérilleros ont entamé ou repris des études supérieures. Si l'UNAL ne révèle pas les données concernant les anciens combattants, un rapport publié par l'Agence pour la Réincorporation et la Normalisation (ANR, 2018)

combinant les résultats de plusieurs enquêtes, indique clairement que la poursuite d'études est l'activité intéressante le plus les ex guérilleros dans le cadre de leur processus de réincorporation. Ainsi, 49% des membres des FARC affirmaient au moment de leur démobilisation qu'ils souhaitaient accéder à l'éducation supérieure. Pour les raisons économiques, culturelles et politiques mentionnées plus haut, nul doute que beaucoup d'entre eux ont choisi l'UNAL pour concrétiser leurs projets.

Dans le cadre de ma recherche de terrain, j'ai eu l'occasion de rencontrer et d'interviewer plusieurs de ces anciens insurgés. Ces personnes sont porteuses d'une vision singulière de la recherche académique qui mérite d'être mentionnée, car potentiellement innovante sur le plan théorique comme méthodologique.

Les anciens combattants des FARC que j'ai pu interviewer sont pour la plupart de personnes ayant été recrutées par les milices urbaines des FARC (MB et P3C) qui opéraient notamment sur les campus des universités publiques. Souvent menacées par les services de renseignement de l'armée, elles ont dû abandonner leurs études pour « *irse al monte* » (« prendre le maquis »), c'est à dire pour devenir des guérilleros véritables, patrouillant de manière incessante dans l'immense forêt colombienne. Or aucun point de l'accord de paix ne prévoit de protocole concernant l'homologation des semestres réalisés avant leur recrutement ou la validation des savoir-faire acquis pendant leur séjour dans la guérilla. La plupart de ces personnes ont dû batailler administrativement pendant plusieurs semestres avant de pouvoir réintégrer l'université au niveau qui était le leur. D'autres ex guérilleros ont été contraints de reprendre leurs études depuis le départ, malgré une différence d'âge et d'expérience avec leurs camarades. L'enthousiasme du retour à l'université apparaît néanmoins dans chacun de leurs témoignages : « Tout le monde veut reprendre sa vie, travailler, avoir des enfants... Surtout, étudier. Les camarades meurent d'envie d'étudier » m'a confié une ancienne guérillera, aujourd'hui à la tête d'un centre culturel à Bogotá.

Par ailleurs, une volonté de poursuite de l'engagement révolutionnaire via le travail intellectuel se retrouve dans tous les témoignages. Un étudiant de Licence de Sociologie affirme par exemple qu'obtenir son diplôme est aussi « une façon de dire que notre processus de réincorporation n'est pas isolé du projet politique de transformation sociale que nous proposons à un moment par les armes, mais que nous réalisons maintenant par la parole ». Comme lui, d'anciens FARC maintiennent des liens plus ou moins forts avec le parti politique

COMUNES, issu du désarmement de la guérilla en 2016. Une étudiante en sciences sociale résume ainsi son état d'esprit :

Il ne s'agit pas de reconnaître nos péchés. Nous ne leur demandons pas d'ouvrir les portes de leurs églises et de leurs maisons pour que nous puissions nous repentir de ce que nous avons fait. [...] Notre lutte continue pour de meilleures conditions pour tout le peuple colombien.

Pour Tanja Nijmejer (2020), ex guérillera néerlandaise ayant participé à la table des négociation à La Havane entre 2012 et 2016, la recherche académique permet également de déconstruire les stéréotypes de représentation des FARC. Pendant 53 ans de conflit armé, le gouvernement colombien a en effet savamment construit une propagande visant à renforcer une vision très péjorative de son principal ennemi (Fattal, 2018). Selon Nijmejer (2020), « le récit des insurgés continue d'être sous-estimé et de susciter le scepticisme, car il est au mieux décrit comme un pamphlet ou une propagande grossière, alors que la version de l'État jouit d'une plus grande crédibilité et d'une meilleure acceptation dans la société ». Ainsi, les guérilleros continuent d'être présentés par cette « mémoire hégémonique » comme des êtres « ignorants, sales, corrompus et sans scrupule ».

Sur le campus de l'UNAL, les anciens combattants confirment vouloir montrer l'exemple : « On ne peut pas se dire révolutionnaire et avoir juste la moyenne. Nous devons faire plus d'efforts », affirme une étudiante en Sciences Sociales. Mais au-delà de ce changement d'image, il s'agit de produire une recherche susceptible d'appuyer le travail de mémoire en cours en Colombie. Comme l'affirme un cadre du Parti COMUNES étudiant la sociologie à l'UNAL : « Ce qui m'intéresse c'est de réaliser un processus de documentation, de compilation et de conceptualisation de la vie que j'ai vécue dans la guérilla, d'un point de vue sociologique. »

Conclusion : La « réincorporation », un projet social total

Le processus de paix entre la guérilla des FARC et l'État colombien reste lent et problématique. Toutefois, dans le campus universitaire, on assiste d'une part à un renouvellement de la recherche en SHS, et d'autre part à une contribution de celle-ci à la pacification. Qu'il s'agisse d'IAP, de « trafics culturels » ou du retour aux études pour les anciens combattants, ces pratiques innovantes sont en effet liées à un processus de réconciliation qui gagne en force et

en signification, permettant l'émergence de subjectivités dissidentes. Tous ces éléments contribuent à faire de l'UNAL un endroit particulièrement intéressant pour assister à l'émergence de nouveaux projets politiques susceptibles de transformer le conflit social colombien. Comme l'affirme une étudiante :

L'accord de paix est destiné à l'ensemble de la société. Lorsque nous parlons de réincorporation, nous parlons d'un moment dans l'histoire du pays. Une réconciliation qui n'est pas seulement pour ceux d'entre nous qui étaient en armes, mais une réincorporation de l'État. L'État qui a été absent, qui continue d'être absent dans de nombreux endroits et de nombreuses régions où il n'y a ni éducation, ni santé, ni services publics. Il s'agit donc d'une réincorporation sur un pied d'égalité.

Bibliographie

- ANR. (2018). *Por un futuro. Política nacional para la reincorporación social y económica de exintegrantes de las FARC-EP*. <https://bit.ly/3mwEqo1>
- Bautista Bulla, J. A. (2020). *La última noche de la violencia. El fútbol y la danza de los matachines en el barrio Punta del Este de Buenaventura, entre la guerra y la resistencia*. [Universidad Nacional de Colombia]. <https://bit.ly/3v4xSQC>
- Bourdieu, P. (1984). *Homo academicus* (1^{re} éd.). Les Éditions de Minuit.
- Camacho Roldan, S. (1882). Sociología. Discurso en la sesión solemne de la Universidad. *Distribución de premios a los alumnos*, 17. <https://bit.ly/3nuuvjE>
- Charmillot, M., & Dayer, C. (2007). Démarche compréhensive et méthodes qualitatives: clarifications épistémologiques. *Recherches qualitatives, Hors Série*(3), 126-139. <https://bit.ly/3xtYtqF>
- Enders, J. (2015). Una « carrera armamentista » en la academia: los rankings internacionales y la competencia global para crear universidades de clase mundial. *Revista de la educación superior*, 44(176), 83-109. <https://bit.ly/3nyCZ9o>
- Fals Borda, O. (1998). Vista de Orígenes universales y retos actuales de la IAP. *Análisis Politico*, 4(2), 73-90. <https://bit.ly/3lxfXP8>
- Fals Borda, O. (2009). La investigación acción en convergencias disciplinarias. *Revista PACA*, 1, 7-21. <https://doi.org/10.25054/2027257X.2194>
- Fattal, A. (2018). *Guerrilla Marketing. Counterinsurgency and capitalism in Colombia*. (1^{re} éd.). The University of Chicago.

- González Vélez, E. (2015). *Tráficos culturales. La construcción de nuevas subjetividades en las periferias de Medellín y Sao Paulo* [Universidad Nacional de Colombia]. <https://bit.ly/30JXp6R>
- Haraway, D. (1995). *Ciencia, cyborgs y mujeres* (1^{re} éd.). Ediciones Catedra - Instituto de la Mujer.
- Law, J. (2004). *After Method: mess in social science research* (J. Urry (éd.); 1^{re} éd.). Routledge.
- Lefebvre, H. (1981). *La production de l'espace* (2^e éd.). Éditions Anthropos.
- Mbembe, A. (2019, novembre 6). « Il faut refaire de l' Afrique le foyer principal du débat sur elle-même ». *Le Monde*. <https://bit.ly/3csa1BO>
- Neely, A. H., & Nguse, T. (2015). Relationships and Research Methods. Entanglements, interactions and diffraction. In T. Perreault, G. Bridge, & J. McCarthy (Éds.), *The Routledge handbook of political ecology* (p. 140-149). Routledge.
- Nijmeijer, T. (2020). La película Monos y las batallas por la historia. *Batalla de Ideas*, 82(Febrero), 16. <https://bit.ly/3FaKZnr>
- Pécaut, D. (2015). Prologo: Cómo explicar la longevidad de las FARC. In J. Ramírez Calvo (Éd.), *Las ideas en la guerra. Justificación y crítica en la Colombia contemporanea*. (1^{re} éd., p. 10-28). Penguin Random House. <https://bit.ly/3uHCLNR>
- Pereira, M. do M. (2018). Boundary-work that does not work: social inequalities and the non-performativity of scientific boundary work. *Science, Technology and Human Values*, 44(2), 339-359.
- Pérez-Bustos, T. (2017). No es solo una cuestión de lenguaje. Lo inaudible de los estudios feministas latino-americanos en el mundo académico anglosajón. *Scientle Studia*, 15(1), 59-71.
- Phelan, A. (2018). Engaging Insurgency : The Impact of the 2016 Colombian Peace Agreement on FARC ' s Political Participation. *Studies in Conflict & Terrorism*, 1-17. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2018.1432027>
- Presidencia de la República, & FARC-EP. (2016). *Acuerdo Final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*. <https://bit.ly/3c2aNp7>
- ShanghaiRanking Consultancy. (2020). *Shanghai Ranking*. <https://bit.ly/3FulA7X>
- Sommer, D., Martín-Barbero, J., García Canclini, N., Diane, N., Godenzzi, J. C., Arias, A., Hernández-Reguant, A., Corte, D., Rita Ramos, A., & Briones, C. (2006). *Cultural Agency in the Americas* (D. Sommer (éd.)). Duke University Press.